

Rapport du deuxième trimestre 2011



Rapport financier

pour les trois mois terminés le 30 septembre 2010



1	Rapport aux actionnaires
3	Rapport de gestion
3	1. Points saillants
4	2. Introduction
5	3. À propos de CAE
12	4. Variations de change
13	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
15	6. Résultats consolidés
17	7. Résultats par secteur
24	8. Mouvements de trésorerie et des liquidités consolidés
25	9. Situation financière consolidée
26	10. Acquisitions d'entreprises
26	11. Modifications de conventions comptables
26	12. Mise en œuvre des Normes internationales d'information financière (IFRS)
27	13. Contrôles et procédures
28	14. Principales informations financières trimestrielles
29	États financiers consolidés
29	Bilans consolidés
30	États consolidés des résultats
31	États consolidés des variations en capitaux propres
32	États consolidés du résultat étendu
32	État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu
33	États consolidés des flux de trésorerie
34	Notes afférentes aux états financiers consolidés
34	Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables
35	Note 2 – Acquisitions d'entreprises
35	Note 3 – Participations dans des coentreprises
36	Note 4 – Comptes débiteurs
37	Note 5 – Stocks
37	Note 6 – Facilités d'emprunt et montant net des intérêts débiteurs
38	Note 7 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et les résultats
38	Note 8 – Aide gouvernementale
39	Note 9 – Avantages sociaux futurs
39	Note 10 – Secteurs d'exploitation et secteurs géographiques

Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son deuxième trimestre clos le 30 septembre 2010. Le bénéfice net s'est élevé à 40,0 millions \$CA, soit 0,16 \$CA par action, comparativement à 39,1 millions \$CA, soit 0,15 \$CA par action, au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Abstraction faite de la charge de restructuration engagée à l'exercice précédent, le bénéfice s'est élevé à 39,9 millions \$CA, soit 0,16 \$CA par action. Les revenus se sont établis à 386,6 millions \$CA, en hausse de 6 %, comparativement à 364,5 millions \$CA au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

« Nos résultats du deuxième trimestre montrent plus de signes de la reprise actuellement en cours dans le secteur de l'aviation commerciale avec un taux d'utilisation plus élevé dans nos centres de formation et une augmentation des commandes au niveau de nos produits de simulation », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Du côté du secteur militaire, nous avons continué à ajouter des commandes à notre carnet afin d'atteindre notre objectif de croissance des revenus de l'ordre de 10 à 12 %. Les mesures de réduction des coûts mises en place par les gouvernements poseront de nouveaux défis à l'industrie de la défense; toutefois, nous prévoyons que CAE poursuivra sa croissance en aidant nos clients à être prêts pour leurs missions à des coûts moindres grâce à la formation fondée sur la simulation. »

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) s'élève à 61,9 millions \$, soit 16,0 % des revenus.

Secteurs militaires

Les revenus des secteurs militaires combinés de CAE ont augmenté de 4 % pour atteindre 205,8 millions \$ comparativement à 197,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les fluctuations défavorables des taux de change ont touché les deux secteurs ce trimestre. Les revenus du secteur Produits de simulation sont stables à 137,2 millions \$. Nous continuons à prévoir une croissance plus élevée au deuxième semestre en raison du niveau de production décalé vers la fin de l'exercice et de la contribution croissante venant de l'obtention de certains gros contrats. Dans le secteur Formation et services associés, les revenus sont en hausse de 14 % pour atteindre 68,6 millions \$. Nous avons connu une hausse du niveau d'activité sur le plan des services de formation et de maintenance et une augmentation des revenus de notre division Services professionnels.

Le résultat d'exploitation des secteurs militaires combinés s'établit à 36,2 millions \$ et la marge d'exploitation se situe à 17,6 % comparativement à 34,0 millions \$ et à 17,2 %, respectivement, au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Nous avons obtenu un contrat de la part de l'U.S. Air Force portant sur la mise à niveau de deux entraîneurs aux systèmes d'armes Galaxy C-5. De plus, nous avons remporté un contrat portant sur la mise à niveau de 12 simulateurs d'hélicoptères construits par CAE et exploités par la German Army Aviation School, et nous avons également obtenu un contrat portant sur la mise à niveau des dispositifs d'entraînement C-130J Hercules utilisés par la Royal Air Force britannique. Ces contrats mettent en lumière les exemples d'occasions d'affaires périodiques et après-vente qui proviennent des clients de CAE. Les prises de commandes des secteurs militaires combinés se chiffrent à 208,8 millions \$ ce trimestre pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,01. Le ratio s'est établi à 1,33 pour les 12 derniers mois.

Secteurs civils

Les revenus de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 8 % pour atteindre 180,8 millions \$, comparativement à 166,7 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de 15 % des revenus au niveau de la formation et des services pour atteindre 118 millions \$, malgré l'écart de change défavorable. Cette hausse est le reflet d'une augmentation de la demande sous-jacente pour la formation commerciale et d'un apport accru de nos initiatives portant sur les Nouveaux marchés principaux. Le secteur Produits de simulation continue à connaître des difficultés avec une marge d'exploitation un peu au-dessus des 10 % alors que nous exécutons les commandes enregistrées durant la période de volume et de prix plus faibles. Les revenus de ce secteur sont en baisse de 2 % pour s'établir à 62,8 millions \$. Nous avons observé une hausse du niveau d'activité du marché avec la vente de huit simulateurs de vol (FFS) au deuxième trimestre, ce qui porte à 16 le nombre de commandes annoncées depuis le début de l'exercice. Le marché des FFS s'est amélioré; toutefois, un certain nombre de commandes enregistrées depuis le début de l'exercice inclut de nouveaux modèles d'appareils à long délai de livraison qui auront une faible contribution sur les résultats à court terme. Nous prévoyons que le nombre total de commandes de FFS pour l'exercice augmentera pour se situer dans la mi-vingtaine.

La marge d'exploitation des secteurs civils combinés s'établit à 14,2 %; soit une marge de 10,8 % pour les Produits de simulation et une marge de 16,0 % pour la Formation et services associés. Avant d'investir dans les Nouveaux marchés principaux, la marge du secteur Formation et services associés s'établissait à 18,3 % et celle des secteurs civils combinés, à 15,6 %.

Pour les secteurs civils combinés, nous avons reçu 228,6 millions \$ en commandes, y compris 116,7 millions \$ pour les Produits de simulation, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes / ventes dans ce segment de 1,86.

Nouveaux marchés principaux

Nous avons continué à faire de bons progrès du côté de CAE Mines avec la vente de nos logiciels d'optimisation, de gestion et de planification des mines à d'importantes sociétés minières, notamment BHP Mitsubishi Alliance, Vale Ferrus et Anglo American.

Du côté de CAE Santé, nous avons vendu des solutions d'échographie dirigée au chevet du patient et des simulateurs chirurgicaux à divers clients, notamment un contrat obtenu de la part des Forces armées américaines. De plus, notre programme de formation en échographie a été sélectionné par l'American College of Chest Physicians pour être intégré dans son premier programme de certification de l'échographie en soins intensifs.

Autres points saillants financiers

La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer les revenus de 19,3 millions \$ et le bénéfice net de 2,1 millions \$ ce trimestre par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 14,3 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 26 %, comparativement à 27 % l'an dernier. La diminution du taux d'imposition découle de notre proportion des revenus provenant de différentes juridictions. Le taux d'imposition effectif depuis le début de l'exercice se situe à 28 %.

Les flux de trésorerie disponibles se situent à 46,3 millions \$ ce trimestre, ce qui reflète une réduction de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

La dette nette s'établissait à 278,5 millions \$ au 30 septembre 2010, en baisse de 18,2 millions \$ par rapport au dernier trimestre.

CAE versera un dividende de 0,04 \$ par action le 31 décembre 2010 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 décembre 2010.

Rapport de gestion

Trimestre terminé le 30 septembre 2010

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

Revenus en hausse par rapport au trimestre précédent et à ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2010

- Les revenus consolidés se sont établis à 386,6 millions \$ ce trimestre, en hausse de 19,9 millions \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent et de 22,1 millions \$, soit 6 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les revenus consolidés ont été de 753,3 millions \$, en hausse de 5,8 millions \$, soit 1 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent.

Bénéfice net en hausse par rapport au trimestre précédent et stable comparativement à ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2010, abstraction faite de la charge de restructuration

- Le bénéfice net s'est élevé à 40,0 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 39,4 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) pour le trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 0,6 million \$, soit 2 %, et comparativement à 39,1 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 0,9 million \$, soit 2 %;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le bénéfice net s'est établi à 79,4 millions \$ (soit 0,31 \$ par action), comparativement à 66,3 millions \$ (soit 0,26 \$ par action) pour le semestre correspondant de l'exercice précédent, une hausse de 13,1 millions \$, soit 20 %;
- Abstraction faite de la charge de restructuration engagée à l'exercice précédent, le bénéfice net s'était élevé à 39,9 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2010 et à 86,0 millions \$ (soit 0,34 \$ par action) au premier semestre de l'exercice 2010.

Flux de trésorerie disponibles¹ de 46,3 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies se sont établis à 68,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 44,3 millions \$ pour le trimestre précédent et à une valeur positive de 116,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance¹ et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 13,5 millions \$ ce trimestre et au trimestre précédent, et à 16,3 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 10,1 millions \$ ce trimestre, 7,6 millions \$ pour le trimestre précédent et 7,5 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 25,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 30,0 millions \$;
- Les autres actifs à long terme ont augmenté de 14,6 millions \$ et les autres passifs à long terme, de 27,4 millions \$;
- La dette nette¹ s'est établie à 278,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 296,7 millions \$ au trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ s'est établi à 1,13 pour ce trimestre (ratio combiné de 1,26 pour les secteurs civils et de 1,01 pour les secteurs militaires). Pour les douze derniers mois, il a été de 1,18 (ratio combiné de 1,01 pour les secteurs civils et de 1,33 pour les secteurs militaires);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 437,4 millions \$, comparativement à 426,5 millions \$ pour le trimestre précédent et à 288,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes s'établissait à 3 190,9 millions \$ au 30 septembre 2010.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 111,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 116,7 millions \$, notamment pour huit simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 121,6 millions \$ pour de nouveaux systèmes d'entraînement et des mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 87,2 millions \$.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice* et *2011* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2011;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier terminé le 31 mars 2010;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 novembre 2010 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés non vérifiés et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2010. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non vérifiés.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 et dans nos états financiers consolidés annuels inclus dans notre rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. Le rapport de gestion contenu dans notre rapport annuel 2010 présente également un complément d'information au sujet de ce qui suit :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Acquisitions, regroupements d'entreprises et cessions;
- Risques et les incertitudes liés à notre activité;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient, selon nous, avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2010.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Le lecteur est mis en garde de ne pas se fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des solutions intégrées de formation destinées principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de produits de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et d'autres services basés sur la simulation et la modélisation. Ces services comprennent des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs et aux forces de défense. Nous assurons des services de formation aux pilotes et aux techniciens de maintenance dans des centres de formation situés partout dans le monde. Nous avons commencé à tirer parti de nos capacités fondamentales sur de nouveaux marchés en lançant des solutions de modélisation, de simulation et de formation technique à l'intention des fournisseurs de services et de formation dans le domaine des soins de santé et également dans le secteur minier.

Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol (FFS) qui recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages dans un environnement d'entraînement réaliste à tous les niveaux.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. CAE compte plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation dans plus de 20 pays. Près de 90 % des revenus annuels de CAE proviennent de ses exportations et de ses activités à l'échelle mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices et accessibles faisant appel à la modélisation et à la simulation en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et d'aider à résoudre des problèmes complexes.

Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires au personnel navigant et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le numéro deux des fournisseurs de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous exploitons le plus grand réseau de centres de formation à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale, les exploitants d'hélicoptères civils et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment l'élaboration de solutions et de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des techniciens de maintenance, la gestion des stocks de pièces de rechange des simulateurs, l'apprentissage en ligne et les didacticiels et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation d'élèves-pilotes au monde avec une flotte de près de 300 appareils et une capacité de formation de plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Parallèlement à l'Académie mondiale CAE, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à notre capacité sur le plan de la dotation en pilotes. Cette capacité nous permet de synchroniser la formation d'élèves-pilotes de ligne et la demande de pilotes de notre bassin de clients mondial. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous avons actuellement environ 150 FFS en service, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique (FTO) et des centres appartenant à des tiers. Nous effectuons des investissements sélectifs afin d'ajouter de nouvelles unités NESAs (nombre équivalent de simulateurs actifs) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir. Nous sommes en voie d'étendre notre réseau de formation de manière à pouvoir répondre aux besoins de formation à long terme liés aux appareils en service et, ainsi, d'être moins tributaires des nouvelles livraisons d'appareils pour assurer nos revenus.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation au vol et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est un chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et construisons plus de FFS et de systèmes visuels pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de conception de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, dont plus de 25 modèles différents. Tout récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir, des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8 et 787, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries et Global Express, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

La demande de transport aérien commercial et d'affaires a diminué sensiblement durant la période de récession économique mondiale, surtout en Amérique du Nord et en Europe.

Depuis lors, les chiffres du transport et du fret aériens se sont améliorés. L'Association du transport aérien international (IATA) a récemment indiqué que la demande de transport et de fret aériens avait atteint des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis le début du ralentissement économique mondial. Le nombre d'appareils en service dans ces secteurs commerciaux a aussi augmenté, bien que modérément, en raison de la reprise de la demande. Cette dernière donnée est importante du point de vue de CAE car, outre le nombre de livraisons d'appareils et la taille de la flotte, c'est le nombre d'appareils en service qui dicte le nombre d'équipages nécessitant les produits et services de formation que fourniront CAE et ses concurrents. Les principaux constructeurs OEM prévoient que le trafic aérien et la flotte aérienne doubleront de taille à l'échelle mondiale au cours des 15 prochaines années. Ces prévisions viennent appuyer notre stratégie qui consiste à devenir le principal fournisseur mondial de services de formation aéronautique.

Le secteur de l'aviation d'affaires s'améliore, mais plus lentement que le secteur de l'aviation commerciale. Le grand nombre de jets d'affaires d'occasion en vente continue de concurrencer le marché des nouveaux appareils. On note cependant une amélioration comparativement à la forte proportion d'appareils en service qui étaient mis en vente au creux de la récession. La demande pour les jets d'affaires de petite et de moyenne taille, et pour les services de formation connexes, a été fortement touchée par la récession économique. Elle s'est maintenant stabilisée au creux actuel. Le secteur des jets d'affaires de grande dimension a mieux fait durant la récession et il continue de s'améliorer. Ainsi, la demande pour nos services de formation aérienne pour ces avions haut de gamme est restée stable.

Dans le secteur PS/C, les commandes de produits de simulation ont diminué radicalement au cours de l'exercice 2010 en raison de la réduction des dépenses en capital des compagnies aériennes et de la baisse du nombre d'appareils exploités, en particulier en Amérique du Nord et en Europe. Au cours de cet exercice, nous avons réussi à conserver notre position de chef de file sur un marché restreint avec 20 ventes de simulateurs, soit une part de marché de plus de 70 %. La pression sur les prix a été extrême au chapitre des ventes de produits de simulation étant donné que moins d'occasions d'affaires s'offraient à CAE et à ses concurrents. Le niveau d'activité du marché s'est relevé durant le présent exercice. Cependant, la concurrence demeure intense et les prix se sont stabilisés à des niveaux peu élevés. Ces facteurs, auxquels s'est ajoutée la vigueur du dollar canadien, entraînent un rétrécissement des marges sur les commandes enregistrées par le secteur PS/C. Le secteur PS/C accuse habituellement un retard d'environ 12 mois sur le cycle du secteur aéronautique civil. Durant le premier semestre de l'exercice 2011, nous avons reçu des commandes pour 14 FFS. Un certain nombre de ces commandes concernent de nouveaux appareils qui ne seront pas livrés à court terme. On ne peut établir de tendance pour les commandes de FFS, mais nous croyons que ces résultats sont de bon augure pour l'atteinte de notre prévision du nombre de commandes de FFS revue à la hausse dans la mi-vingtaine pour l'ensemble de l'exercice 2011.

Les tendances suivantes appuient notre point de vue optimiste à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés;
- Nouvelles exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD);
- Resserrement des exigences de formation.

Carnets de commandes d'appareils

Au cours de l'année 2009, Boeing a reçu un total net de 142 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) et Airbus a reçu un total net de 271 commandes. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, le total net des commandes d'appareils pour Boeing et Airbus s'est établi à 372 et à 328, respectivement. Ces chiffres indiquent que le marché de l'aéronautique civil montre des signes de reprise par rapport à la chute substantielle des commandes durant 2009. En outre, les niveaux élevés des carnets de commandes de Boeing et d'Airbus, soit plus de 3 000 appareils chacun, devraient créer des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. En 2009, Boeing a fait état d'un total de 481 livraisons d'appareils commerciaux, tandis qu'Airbus a annoncé 498 livraisons pendant la même période. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, Boeing a annoncé 346 livraisons d'appareils commerciaux et Airbus, 380 livraisons.

Au début de l'année, Airbus a annoncé qu'elle allait augmenter la production de jets de la gamme A320 afin de la porter à 40 appareils par mois d'ici le premier trimestre de 2012, tandis que Boeing a annoncé des hausses de production de ses appareils 777 et 747. Récemment, Boeing a annoncé qu'elle augmentera la production de ses appareils 737 à 38 unités par mois à compter du milieu de 2013. Quoique modestes, ces hausses confirment le consensus dans le secteur selon lequel le marché de l'aviation civile est en reprise. Elles seront mises en œuvre graduellement, et devraient ultimement se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

Dans le secteur des jets d'affaires, les reports et les annulations de commandes ont poussé plusieurs constructeurs OEM à réduire leur rythme de production. Jusqu'à présent, les livraisons effectuées durant l'année civile 2010 sont en baisse d'environ 20 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, et on ne prévoit aucune hausse avant 2012. Le marché des nouveaux appareils est menacé par le nombre d'appareils destinés à la vente, qui a reculé par rapport aux sommets précédents, mais s'est stabilisé au cours des derniers mois pour atteindre quelque 15 % du total de la flotte.

Nouvelles plateformes moins énergivores

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes qui vont stimuler la demande mondiale en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Embraer 190, le Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et 300, le MRJ, le COMAC ARJ21 ainsi que le Bombardier CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ainsi, au cours de l'exercice 2010, nous avons signé avec Bombardier des contrats en vertu desquels nous utiliserons notre savoir-faire en matière de simulation et de modélisation pour appuyer la conception, le développement et la validation des nouveaux avions CSeries. Nous développerons également le premier simulateur de vol CSeries. Nous avons récemment conclu une entente avec ATR qui servira de cadre d'application pour la fourniture d'une série de produits et de services de soutien aux exploitants d'appareils ATR, y compris le développement du premier simulateur de vol sur le nouvel appareil ATR42/72-600. Nous avons également annoncé, durant le deuxième trimestre, la fourniture à Mitsubishi Aircraft Corporation d'un programme exclusif de fournisseur de solutions de formation de 10 ans pour développer et fournir une solution de formation complète pour le nouveau jet régional Mitsubishi (MRJ). Parallèlement à cette entente, nous élargissons notre réseau de formation et développons deux simulateurs de vol MRJ de Série CAE 7000 de même que des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}. Vers la fin du deuxième trimestre, nous avons annoncé la conclusion d'un contrat avec Airbus visant la conception et la construction de deux FFS de Série CAE 7000 pour l'Airbus A350 XWB, soit les premiers simulateurs au monde pour ce nouvel appareil long-courrier. Nous concevrons aussi six dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} pour l'Airbus A350 XWB. Cependant, si le programme subit des retards et que, par conséquent, les livraisons de nouveaux appareils sont aussi retardées, nos prises de commandes et nos livraisons le seront également.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et du Moyen-Orient devraient connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de FFS, de centres de formation et de services de dotation en pilotes.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Le trafic passager a reculé de 3,5 % en 2009, comparativement à 2008. À ce jour en 2010, selon l'Association du transport aérien international (IATA), le trafic passager et le fret ont recommencé à augmenter. Nous prévoyons que la tendance à long terme est favorable tant pour le trafic que pour le fret aérien. Le trafic passager a augmenté de 8,3 % et le fret-tonne-kilomètre, de plus de 25,1 %, sur les neuf premiers mois de l'année 2010 par rapport à la période correspondante de l'année 2009. Au cours des 20 dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la surpassera légèrement. Parmi les événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, notons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, une pandémie, des catastrophes naturelles, une forte hausse soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans certains marchés. Ce phénomène est amplifié par le vieillissement démographique, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés à croissance élevée comme l'Inde, la Chine, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien soit plus forte que dans les pays développés et l'infrastructure nécessaire pour satisfaire la demande prévue est absente.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour la dotation en pilotes, notre formule clé en main qui inclut des services d'évaluation, de sélection, de formation et de placement de pilotes. Elle crée aussi des débouchés pour l'Académie mondiale CAE qui regroupe actuellement 11 organismes de formation aéronautique dans le monde, ce qui en fait le plus important réseau d'écoles de formation d'élèves-pilotes. Grâce à l'Académie mondiale CAE, nous sommes en mesure de former plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année pour leur permettre de devenir des pilotes professionnels. En outre, la pénurie mondiale de techniciens de maintenance nous donne la possibilité de placer plus rapidement nos solutions pour la formation technique. Quoique à un degré moindre, cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous fournissons également des solutions de formation.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'adoptent graduellement les autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes compétents d'avions de ligne modernes. Au quatrième trimestre de l'exercice 2010, nous avons lancé un programme bêta de MPL avec AirAsia pour répondre aux nouvelles exigences fondées sur le rendement développées par Transports Canada. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés, formés de la manière la plus efficace possible, est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Nouvelles exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol

Pendant l'été 2009, l'OACI a publié une analyse stratégique définissant les exigences de simulation de vol pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD) dans les 190 pays membres de l'OACI. Selon le document de l'OACI, le FSTD standard de plus haute fidélité de l'OACI (type VII) est exigé dans chacune des étapes obligatoires d'un certain nombre de formations essentielles, notamment la formation initiale et périodique, la licence MPL et la licence de pilote de ligne. Ce document confirme ainsi et reconnaît la nécessité à long terme des FSTD de haute fidélité pour ces types de formations essentielles. Les exigences de certification du simulateur de type VII de l'OACI requièrent une plus grande fidélité dans la simulation (dans la simulation visuelle, le mouvement, les effets sonores et la simulation du contrôle du trafic aérien) que celle de l'actuel simulateur de niveau D, et nous pensons qu'en raison de nos capacités de formation et de notre savoir-faire, nous serons en mesure de répondre à l'accroissement de la demande de formations plus réalistes et immersives. Une initiative semblable de l'OACI a été entreprise, qui vise à établir les exigences pour les FSTD d'hélicoptères civils.

Resserrement des exigences de formation

Le 1^{er} août 2010, les États-Unis ont approuvé l'*Airline Safety and Federal Aviation Administration Act of 2010*. Cette loi exige que la Federal Aviation Administration (FAA) développe et publie de nouveaux règlements ainsi que des mises à jour devant entrer en vigueur entre août 2012 et août 2013 et visant des enjeux importants tels que :

- Des restrictions quant au temps de vol et à la période de service de vol afin de diminuer la fatigue des pilotes, ce qui aurait pour effet d'accroître l'effectif de pilotes;
- De nouveaux règlements régissant la formation spécialisée des pilotes, notamment en matière de décrochage, de perte de contrôle, d'accumulation de glace, de cisaillement du vent et d'autres phénomènes météorologiques défavorables;
- La durée, la fréquence et le contenu des programmes de formation des pilotes;

- Le besoin pour les copilotes de détenir une licence de pilote de ligne et d’avoir une expérience minimale de 1 500 heures de vol, alors que l’exigence actuelle ne fait état que d’une licence de pilote professionnel et d’au moins 250 heures de vol. La FAA se penche sur un système d’équivalences qui accepterait l’utilisation de simulateurs pour une partie importante des 1 500 heures requises.

La FAA a mis sur pied des comités de réglementation dans le secteur de l’aviation pour l’aider à formuler les nouvelles exigences. CAE participe à ces comités afin d’aider la FAA et le secteur de l’aviation aux États-Unis à répondre aux impératifs de cette nouvelle loi.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des revenus dans six segments interdépendants de la chaîne de valeur du marché de la défense. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d’offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l’analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l’emploi pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Notre stratégie dans le marché de la défense consiste à mondialiser et à diversifier nos activités dans ce secteur. Nous avons diversifié nos sources de revenus entre plusieurs marchés nationaux et, par conséquent, plusieurs budgets de la défense afin d’accroître la prévisibilité et la résilience de nos activités dans le secteur militaire. Nous sommes l’un des principaux fournisseurs de solutions de simulation et de formation, et nous maintenons une présence locale importante dans sept pays. La mise en œuvre réussie de notre stratégie a donné lieu à des résultats favorables concrets. Au cours des deux derniers exercices (2009 et 2010), nous avons enregistré des prises de commandes records totalisant plus de 2 milliards \$ dans les secteurs militaires. La solidité et la diversité de notre clientèle et les tendances que nous observons sur le marché mondial de la défense, plus particulièrement en ce qui a trait au créneau de la modélisation et de la simulation, nous donnent l’assurance de pouvoir poursuivre notre croissance dans un avenir prévisible.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d’excellence dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Nous avons mis en place des procédés d’exploitation à l’échelle mondiale qui nous permettent d’accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités. Cela se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, construit et fournit de l’équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d’équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d’entraînement et des outils logiciels pour une multitude d’aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d’hélicoptères militaires dans le monde, et nous avons aussi élaboré plus de systèmes de formation et d’entraînement pour l’avion de transport Hercules C-130 que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d’entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d’armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l’intégration des services de formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l’entraînement sur simulateur dans plus de 60 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation.

Tendances et perspectives commerciales

Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes, et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions pour une série de plateformes militaires utilisant des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J Hercules, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les nouvelles versions des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Nos perspectives positives reposent sur la prévision que la demande mondiale pour ces types d'appareils se maintiendra. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme, et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir.

Nous avons commencé à observer divers degrés de rationalisation des budgets de la défense à l'échelle mondiale, y compris les mesures d'austérité récemment mises en place au Royaume-Uni et en Allemagne. Cette situation apporte de nouveaux défis au secteur de la défense dans son ensemble. Néanmoins, CAE s'attend à une hausse à long terme de l'adoption des systèmes de formation faisant appel à la simulation dans le but de réduire les coûts. De plus, nous continuons à rechercher la croissance dans divers secteurs parallèles au marché de la défense.

Il est plus difficile de formuler des prévisions à long terme étant donné l'évolution du marché, mais pour l'instant, nous prévoyons qu'environ 9 500 nouveaux aéronefs militaires pilotés par des personnes seront mis en service dans les flottes militaires du monde au cours des cinq prochaines années, ce qui devrait créer une demande pour près de 300 FMS. Nous ne nous adressons pas à toutes les plateformes ni à tous les marchés à l'heure actuelle, mais nous sommes en mesure de répondre à une grande partie de la demande prévue.

Nous croyons que, dans le contexte actuel, la capacité de CAE de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. En plus de soutenir les flottes dans le monde et l'ajout de nouveaux appareils, la demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- La demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Le coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- La nature actuelle des conflits, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle est un facteur supplémentaire qui contribue à stimuler nos activités dans le secteur militaire. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur, et, par conséquent, l'usage de simulateurs est plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. La U.S. Air Force estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armes sont autant d'arguments en faveur du recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes. Un officier militaire britannique commentait récemment les réductions imminentes des dépenses militaires du Royaume-Uni de la façon suivante : « de toutes les incertitudes entourant l'examen actuel de la défense stratégique, une certitude émerge : l'intensification du recours à la simulation dans l'avenir en raison de ses avantages intrinsèques. »

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Ainsi, Hawker Beechcraft offre maintenant l'avion de reconnaissance armé et léger AT-6, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; EADS est en train de promouvoir vigoureusement la série de dispositifs de formation au vol MRTT A330 et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130; Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse, et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature, ou y avons participé, au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs OEM prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Au Royaume-Uni, la flotte d'hélicoptères Puma des Forces aériennes royales fait actuellement l'objet d'un programme visant à en prolonger la durée de vie jusqu'en 2022. Cela nous a récemment permis de conclure un contrat avec le ministère britannique de la Défense pour la mise à niveau du simulateur Puma et du programme de formation à notre centre de formation des équipages des hélicoptères moyens de soutien (MSHATF). La United States Air Force (USAF) modernise 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M, qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Au cours du trimestre, nous avons remporté un appel d'offres visant la mise à niveau des dispositifs de formation sur simulateur pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers.

Nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*Demande de réseautage*

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours des dernières années, nous avons livré au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés de l'architecture environnement commun/base de données commune (CE/CDB) développée par nous. L'architecture CE/CDB rehausse les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX**Marché des soins de santé**

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Dans le cadre d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. À l'heure actuelle, nos services au secteur des soins de santé vont de la fourniture de solutions de formation fondée sur la simulation à la gestion de centres de formation de ce type.

Au cours de l'exercice précédent, CAE Santé a amélioré ses capacités dans deux domaines : les centres de formation et les solutions médicales. Nous avons tiré parti de notre vaste savoir-faire en gestion de centres de simulation aéronautique de manière à élargir notre offre de centres de simulation en soins de santé, pour inclure notamment des services de gestion de centres de formation et des solutions de formation ainsi que le lancement du système CAE Owl^{MC}, un système qui sert à optimiser le déroulement de la formation. En ce qui concerne les solutions médicales, nous sommes présents dans la formation en imagerie et en chirurgie, deux secteurs qui sont prioritaires pour nous et dans lesquels CAE Santé peut mettre à profit les principales forces de CAE en simulation et modélisation. Les acquisitions d'ICCU et de VIMEDIX nous permettent d'offrir une solution complète de formation en échographie au chevet, grâce à l'utilisation de simulateurs dans le cadre d'un programme de formation complet. L'acquisition de trois gammes de produits médicaux auprès de la société Immersion a marqué notre entrée dans le domaine de la formation en micromanipulation chirurgicale.

Au cours du premier trimestre de 2011, CAE Santé a annoncé qu'elle a conclu cinq nouveaux contrats portant sur son nouveau système de gestion de centres de simulation CAE Owl^{MC}. Les contrats ont été signés avec l'Université Laval, le Michener Institute for Applied Health Sciences, l'Université d'Ottawa et l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal (HSCM). CAE Santé a également annoncé qu'elle avait vendu son premier simulateur d'échocardiographie transthoracique CAE VIMEDIX^{MC} au Beth Israel Deaconess Medical Center, un hôpital d'enseignement de la Harvard Medical School.

CAE Santé et le Michener Institute for Applied Health Sciences ont célébré l'ouverture officielle de l'un des plus importants centres de simulation en soins de santé au Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, CAE Santé a intensifié les ventes de nos solutions d'échographie dirigée au chevet du patient VIMEDIX et ICCU ainsi que de nos simulateurs chirurgicaux. Nous avons également poursuivi le déploiement de plusieurs systèmes de briefing/débriefing CAE Owl^{MC}, une technologie de formation fondée sur le secteur de l'aviation. Les ventes de CAE VIMEDIX^{MC} ont totalisé 15 unités, y compris des contrats militaires clés aux États-Unis. De plus, l'American College of Chest Physicians (ACC) intégrera notre programme ICCU à son premier programme de certification de l'échographie en soins intensifs. Nous avons aussi vendu 10 systèmes de simulation chirurgicale et une variété de mises à niveau de systèmes déjà déployés auprès de nos clients.

Marché des mines

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons fait l'acquisition de Datamine pour accroître notre présence dans le domaine de la simulation et de l'optimisation des mines. Le vaste catalogue de produits et de services-conseils de Datamine comprend notamment la gestion des données d'exploration, la modélisation géologique (corps minéralisés), la planification des mines et la gestion des activités minières. Cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie à long terme visant à tirer parti de nos capacités en matière de modélisation, de simulation et de formation dans de nouveaux marchés soumis aux mêmes impératifs de réduction des risques et d'efficacité opérationnelle accrue que les secteurs de l'aviation civile et de la défense.

Nous continuons à réaliser d'excellent progrès dans CAE Mines grâce à la vente de nos solutions logicielles de planification, de gestion et d'optimisation des mines à de grandes sociétés minières dont BHP Mitsubishi Alliance, Vale Ferrus et Anglo American.

Nos initiatives dans le cadre du programme Nouveaux marchés principaux en sont encore à leurs débuts. Elles présentent un potentiel de croissance à long terme intéressant et offrent à CAE la possibilité de se démarquer en tant que chef de file, comme nous l'avons fait dans tous nos marchés principaux. Les résultats du programme Nouveaux marchés principaux sont comptabilisés dans le secteur FS/C.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2010	30 juin 2010	Augmentation (diminution)	31 mars 2010	Augmentation
Dollar américain (\$US)	1,03	1,06	(3 %)	1,02	1 %
Euro (€)	1,40	1,30	8 %	1,37	2 %
Livre sterling (£)	1,62	1,59	2 %	1,54	5 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2010	30 juin 2010	Augmentation	30 septembre 2009	Diminution
Dollar américain (\$US)	1,04	1,03	1 %	1,10	(5 %)
Euro (€)	1,34	1,31	2 %	1,57	(15 %)
Livre sterling (£)	1,61	1,53	5 %	1,80	(11 %)

La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer de 19,3 millions \$ et de 2,1 millions \$, respectivement, les revenus et le bénéfice net du deuxième trimestre de l'exercice 2011 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010. La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer de 53,3 millions \$ et de 8,2 millions \$, respectivement, les revenus et le bénéfice net du premier semestre de l'exercice 2011, par rapport au premier semestre de l'exercice 2010.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation civils et militaires**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'écart de conversion (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), une part importante des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en devises (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos revenus futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Nous couvrons une partie des revenus de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars US et en euros, nous effectuons des opérations de couverture de coûts libellés en devises à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

BAIL

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAIL) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des incidences de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAIL, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Utilisation du capital :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

Dépenses en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraites toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie à court terme des actifs destinés à la vente) et le passif à court terme (abstraction faite de la partie à court terme de la dette à long terme et de la partie à court terme des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice provenant des activités poursuivies, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

Résultat d'exploitation sectoriel

Le résultat d'exploitation sectoriel (RES) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le RES correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ces éléments sont présentés dans le rapprochement du résultat d'exploitation sectoriel total et du BAII (voir la note 10 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés intermédiaires).

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Résultats d'exploitation – deuxième trimestre de l'exercice 2011

(en millions, sauf les montants par action)	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
Revenus	\$ 386,6	366,7	395,9	382,9	364,5
Résultat d'exploitation sectoriel total ²	\$ 61,9	62,2	64,9	64,6	62,3
Charge de restructuration	\$ -	-	(1,9)	(3,9)	(1,1)
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) ²	\$ 61,9	62,2	63,0	60,7	61,2
En pourcentage des revenus	% 16,0	17,0	15,9	15,9	16,8
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 7,6	6,9	5,5	6,5	7,4
Bénéfice avant impôts	\$ 54,3	55,3	57,5	54,2	53,8
Charge d'impôts	\$ 14,3	15,9	17,0	16,5	14,7
Bénéfice net	\$ 40,0	39,4	40,5	37,7	39,1
Bénéfice de base et dilué par action	\$ 0,16	0,15	0,16	0,15	0,15

Revenus en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

Les revenus du trimestre sont en hausse de 19,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont augmenté de 21,4 millions \$, soit 18 %, en raison essentiellement d'une augmentation du niveau d'activité dans certains de nos programmes;
- Les revenus du secteur FS/M ont progressé de 2,2 millions \$, soit 3 %, surtout grâce au regain des activités de maintenance et de formation et aux fluctuations favorables des taux de change;
- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 4,1 millions \$, soit 6 %, essentiellement en raison de la baisse des revenus tirés des commandes en carnet et de la réduction de la demande pour nos mises à niveau, nos produits Simfinity^{MC} et nos services de soutien;
- Les revenus du secteur FS/C sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent.

Les revenus sont en hausse de 22,1 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 15,2 millions \$, soit 15 %, principalement attribuable à l'augmentation des revenus réalisés en Amérique du Nord et du Sud ainsi que, dans une moindre mesure, en Europe, de même qu'à l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux, à l'augmentation des revenus tirés des marchés émergents et à l'intégration de China Southern West Australia College (la coentreprise CSW AFC). Cette hausse a été atténuée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien;
- Les revenus du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 8,2 millions \$, soit 14 %, en raison surtout du niveau plus élevé des activités de maintenance et de formation, de l'augmentation des revenus tirés de notre division Services professionnels et de nos activités de formation liées aux simulateurs NH90 construits en Allemagne. Cette hausse a été atténuée par l'incidence défavorable des fluctuations des taux de change;
- Les revenus du secteur PS/C se sont repliés de 1,1 million \$, soit 2 %, en raison principalement des fluctuations défavorables des taux de change. Cette baisse a été atténuée par l'augmentation des revenus tirés de notre carnet de commandes;
- Les revenus du secteur PS/M sont demeurés stables.

Les revenus du premier semestre de l'exercice 2011 se sont élevés à 753,3 millions \$, en hausse de 5,8 millions \$, soit 1 %, par rapport au premier semestre de l'exercice 2010. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 18,1 millions \$, soit 8 %, principalement attribuable à l'augmentation de la demande en Amérique du Nord et du Sud, de l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux, des revenus plus élevés tirés de nos marchés émergents, de la croissance des activités des FTO et de l'intégration dans nos résultats de la coentreprise CSW AFC. Cette hausse a été atténuée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien;
- Les revenus du secteur FS/M ont progressé de 7,9 millions \$, soit 6 %, surtout grâce au regain des activités de maintenance et de formation et aux revenus de formation liées aux simulateurs NH90 construits en Allemagne. Cette hausse a été atténuée par les fluctuations défavorables des taux de change;
- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 17,3 millions \$, soit 12 %, en raison surtout de la baisse des revenus tirés de notre carnet de commandes, des fluctuations défavorables des taux de change et de la réduction de la demande pour nos mises à niveau, nos produits Simfinity^{MC} et nos services de soutien;

² Mesure hors PCGR (voir point 5).

- Les revenus du secteur PS/M se sont repliés de 2,9 millions \$, soit 1 %, en raison principalement de la réduction des activités de nos différents programmes liés aux simulateurs NH90 et des fluctuations défavorables des taux de change. Cette baisse a été atténuée par l'augmentation des revenus tirés de certains de nos autres programmes et de l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant, entreprise acquise en mai 2009.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

BAIL en baisse de 0,3 million \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,7 million \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

Le BAIL s'est établi à 61,9 millions \$ pour le trimestre, soit 16,0 % des revenus. Une charge de restructuration de 1,1 million \$ avait été comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Le résultat d'exploitation sectoriel³ total a diminué de 0,3 million \$, par rapport au trimestre précédent. Les baisses de 3,3 millions \$, de 2,3 millions \$ et de 1,4 million \$ attribuables aux secteurs FS/C, FS/M et PS/C, respectivement, ont été atténuées par la hausse de 6,7 millions \$ attribuable au secteur PS/M.

Le résultat d'exploitation sectoriel total a diminué de 0,4 million \$, soit 1 %, par rapport au deuxième trimestre de 2010. La baisse de 5,6 millions \$ du résultat d'exploitation attribuable au secteur PS/C a été partiellement contrebalancée par les hausses de 3,0 millions \$, de 1,8 million \$ et de 0,4 million \$ attribuables aux secteurs FS/C, FS/M et PS/M, respectivement.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le BAIL s'est établi à 124,1 millions \$, en hausse de 17,8 millions \$, soit 17 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait une charge de restructuration de 28,3 millions \$. Les baisses de 14,1 millions \$ et de 3,8 millions \$ du résultat d'exploitation respectifs des secteurs PS/C et PS/M ont été atténuées par les hausses de 4,4 millions \$ et de 3,0 millions \$ du résultat d'exploitation des secteurs FS/C et FS/M, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Intérêts débiteurs nets en hausse de 0,7 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,2 million \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

La hausse du montant net des intérêts débiteurs par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par l'augmentation de l'amortissement des frais de financement reportés.

La hausse du montant net des intérêts débiteurs par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 découle principalement de l'augmentation des autres intérêts débiteurs, augmentation atténuée par la hausse des intérêts capitalisés au titre des actifs en construction.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le montant net des intérêts débiteurs s'est établi à 14,5 millions \$, en hausse de 0,5 million \$ par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des autres intérêts débiteurs, atténuée par les hausses des intérêts capitalisés au titre des actifs en construction et des revenus d'intérêts.

Taux d'imposition effectif de 26 % pour le trimestre

Les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 14,3 millions \$ pour le trimestre, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 26 %, comparativement à 29 % pour le trimestre précédent et à 27 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 30,2 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 28 %, comparativement à 28 % pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

La baisse du taux d'imposition ce trimestre est essentiellement attribuable à la proportion des revenus provenant de différentes juridictions.

³ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 190,9 millions \$ à la fin du trimestre. De nouvelles commandes de 437,4 millions \$ ont été enregistrées pendant le trimestre, alors que des revenus de 386,6 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes et que des ajustements de 34,0 millions \$ ont été comptabilisés, essentiellement en raison des variations de change.

Hausse de 3 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 septembre 2010	Semestre terminé le 30 septembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	3 106,1 \$	3 042,8 \$
+ commandes	437,4	863,9
- revenus	(386,6)	(753,3)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	34,0	37,5
Carnet de commandes à la fin de la période	3 190,9 \$	3 190,9 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,13. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,18.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat d'exploitation sectoriel

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 18,9	22,2	21,0	17,4	15,9
	% 16,0	18,9	18,5	17,0	15,5
Produits de simulation – Civil	\$ 6,8	8,2	8,9	11,4	12,4
	% 10,8	12,3	13,8	15,7	19,4
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 24,7	18,0	25,8	23,4	24,3
	% 18,0	15,5	17,3	16,7	17,7
Formation et services associés – Militaire	\$ 11,5	13,8	9,2	12,4	9,7
	% 16,8	20,8	13,4	18,4	16,1
Résultat d'exploitation sectoriel (RES) total	\$ 61,9	62,2	64,9	64,6	62,3
Charge de restructuration	\$ -	-	(1,9)	(3,9)	(1,1)
BAII	\$ 61,9	62,2	63,0	60,7	61,2

Capital utilisé⁴

<i>(en millions)</i>	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 1 020,2	1 007,2	969,8	995,0	1 018,9
Produits de simulation – Civil	\$ 83,1	76,9	29,6	39,9	28,5
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 194,5	177,4	147,0	181,9	167,6
Formation et services associés – Militaire	\$ 201,7	202,2	174,2	196,4	173,9
	\$ 1 499,5	1 463,7	1 320,6	1 413,2	1 388,9

Secteurs civils**EXPANSIONS ET NOUVELLES INITIATIVES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011**

- Nous avons conclu une entente avec le constructeur d'avions ATR qui servira de cadre d'application pour la fourniture d'une série de produits et de services de soutien aux exploitants d'appareils ATR. En vertu de cette entente, ATR et CAE collaboreront au déploiement de programmes de formation et de matériels de simulation dans les centres de formation d'ATR, de CAE ou de clients partout dans le monde;
- Nous avons signé une entente avec Mitsubishi Aircraft Corporation (MJET) pour développer et fournir une solution de formation complète pour le nouveau MRJ. L'entente inclut un programme de fournisseur exclusif de formation pendant 10 ans, et la création de deux centres de formation initialement au Japon et aux États-Unis. Pour fournir les services prévus dans l'entente, nous agrandissons notre réseau de centres de formation et nous développons deux simulateurs de vol MRJ de Série CAE 7000 ainsi que des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC};
- Nous avons renforcé l'alliance Honeywell-CAE Training Alliance qui offre maintenant des cours de formation à la maintenance aux techniciens en Europe, au Moyen-Orient et en Asie;
- Nous avons installé à Phœnix (Arizona) le premier simulateur de missions d'hélicoptères de Série CAE 3000, un modèle Eurocopter AS350 B2. Ce simulateur a été certifié au niveau 7 dans la classification des dispositifs de formation au vol par la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis;
- Nous avons annoncé que les 12 élèves-pilotes d'AirAsia inscrits au programme bêta de licence de pilote en équipage multiple (MPL) de CAE ont réussi les phases Formation principale et Formation de base. Ces élèves en sont à mi-parcours de leur programme de 14 mois qui a débuté en mars 2010. Ils sont maintenant passés à la phase médiane du programme qui se tiendra au centre de formation de Dallas (Texas).

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu, durant le trimestre, des contrats devant générer des revenus futurs de 111,9 millions \$, notamment :

- Un renouvellement de contrat de cinq ans avec Flight Options portant sur des services de formation des pilotes sur six modèles d'aéronefs;
- Un contrat de cinq ans avec la FAA, d'Oklahoma City (Oklahoma). Ce contrat prévoit la fourniture de services de formation sur les appareils suivants : le Hawker Beechcraft King Air 300/350, les Bombardier Challenger 601 et 604 et le Learjet 60. Nous fournissons des services de formation à cette division de la FAA depuis 2005.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation, unités NESA et FFS déployés)

	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
Revenus	\$ 118,0	117,6	113,6	102,4	102,8
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 18,9	22,2	21,0	17,4	15,9
<i>Marges d'exploitation</i>	% 16,0	18,9	18,5	17,0	15,5
Amortissements	\$ 16,3	16,0	15,5	17,1	15,7
Dépenses en immobilisations	\$ 24,0	11,5	23,9	13,0	18,9
Capital utilisé	\$ 1 020,2	1 007,2	969,8	995,0	1 018,9
Carnet de commandes	\$ 695,3	706,8	728,7	755,9	792,3
Unités NESA ⁴	131	132	131	129	128
FFS déployés	151	150	148	146	144

⁴ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Revenus stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 15 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

Les revenus sont stables par rapport au trimestre précédent. La hausse des revenus tirés de l'intégration dans les résultats de China Southern West Australia College (la coentreprise CSW AFC), de la demande accrue dans les marchés émergents et de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien a été annulée par l'incidence défavorable de la demande saisonnière en Amérique du Nord et en Europe.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par les revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud et, dans une moindre mesure, en Europe, par l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux, par l'augmentation des revenus dans les marchés émergents et par l'intégration dans les résultats de la coentreprise CSW AFC. Cette hausse a été partiellement annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien.

Les revenus du premier semestre de l'exercice 2011 ont atteint 235,6 millions \$, en hausse de 18,1 millions \$, soit 8 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression est surtout attribuable à l'accroissement de la demande en Amérique du Nord et du Sud, à l'apport accru de nos nouveaux marchés principaux, à l'augmentation des revenus dans les marchés émergents, à l'essor des activités de nos FTO et à l'intégration dans les résultats de la coentreprise CSW AFC. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 15 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 19 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 18,9 millions \$ (soit 16,0 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 22,2 millions \$ (soit 18,9 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 15,9 millions \$ (soit 15,5 % des revenus) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Le résultat d'exploitation sectoriel a diminué de 3,3 millions \$, soit 15 %, par rapport au trimestre précédent. Cette baisse s'explique surtout par l'incidence défavorable de la demande saisonnière en Amérique du Nord et en Europe, par les variations de la composition des revenus et par les fluctuations défavorables des taux de change. En outre, au premier trimestre, nous avions inscrit un gain à la cession de notre participation dans un petit centre de formation en Allemagne. Cette baisse a été atténuée par l'apport accru des marchés émergents et par la réalisation d'un gain à la vente de cinq dispositifs de formation au vol (FTD) d'occasion.

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 3,0 millions \$, soit 19 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010. Cette baisse s'explique surtout par les revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud, par l'apport accru des activités de nos FTO et par l'augmentation des revenus dans les marchés émergents. Cette hausse a été atténuée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien et par les dépenses consacrées à nos nouveaux marchés principaux. Avant notre investissement dans les Nouveaux marchés principaux, la marge sur la formation et les services était de 18,3 % pour ce trimestre.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 41,1 millions \$ (soit 17,4 % des revenus), en hausse de 4,4 millions \$, soit 12 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par le résultat d'exploitation plus élevé réalisé en Amérique du Nord et du Sud et, dans une moindre mesure, en Europe et par l'apport accru des activités de nos FTO. Cette hausse est aussi attribuable au gain à la cession de notre participation dans un centre de formation secondaire en Allemagne. Elle a été partiellement contrebalancée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien et par les dépenses consacrées à nos nouveaux marchés principaux.

Dépenses en immobilisations de 24,0 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont chiffrées à 3,6 millions \$ pour le trimestre, et les dépenses en immobilisations liées à la croissance ont atteint 20,4 millions \$. Nous continuons à étendre notre réseau de formation de manière sélective en vue de saisir les nouvelles occasions d'affaires dans nos marchés et de répondre aux demandes de formation de la part de nos clients.

Capital utilisé en hausse de 13,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable aux investissements dans notre réseau. Cette augmentation a été atténuée par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie.

Le carnet de commandes s'est établi à 695,3 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 septembre 2010	Semestre terminé le 30 septembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	706,8 \$	728,7 \$
+ commandes	111,9	193,7
- revenus	(118,0)	(235,6)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	(5,4)	8,5
Carnet de commandes à la fin de la période	695,3 \$	695,3 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,95. Pour les douze derniers mois, il a été de 0,89.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre, le secteur PS/C a conclu des contrats pour les huit simulateurs de vol de Série CAE 7000 suivants :

- Deux FFS Airbus A350 XWB pour Airbus; il s'agit des deux premiers simulateurs au monde pour ce nouveau long-courrier;
- Un FFS Boeing 777 et un FFS Airbus A320 pour des clients dont l'identité demeure confidentielle;
- Un FFS Airbus A380 et un FFS Boeing 777-300ER pour Korean Air;
- Un FFS Airbus A330 et un FFS Boeing 737-800 pour Air China.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C est de 14 depuis le début de l'exercice 2011.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>		T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
Revenus	\$	62,8	66,9	64,5	72,6	63,9
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	6,8	8,2	8,9	11,4	12,4
<i>Marges d'exploitation</i>	%	10,8	12,3	13,8	15,7	19,4
Amortissement	\$	1,5	1,5	1,7	1,6	1,7
Dépenses en immobilisations	\$	2,6	1,4	12,3	0,6	0,5
Capital utilisé	\$	83,1	76,9	29,6	39,9	28,5
Carnet de commandes	\$	305,3	251,7	252,4	244,1	254,5

Revenus en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

La baisse des revenus par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la diminution des revenus tirés du carnet de commandes et la réduction de la demande pour nos mises à niveau, nos produits Simfinity^{MC} et nos services de soutien.

Le recul par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 découle surtout des fluctuations défavorables des taux de change. Ce recul a été atténué par l'augmentation des revenus générés par notre carnet de commandes.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les revenus ont été de 129,7 millions \$, en baisse de 17,3 millions \$, soit 12 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse s'explique surtout par la diminution des revenus tirés du carnet de commandes, par les fluctuations défavorables des taux de change et la réduction de la demande pour nos mises à niveau, nos produits Simfinity^{MC} et nos services de soutien.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 45 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 6,8 millions \$ (soit 10,8 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 8,2 millions \$ (soit 12,3 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 12,4 millions \$ (soit 19,4 % des revenus) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Le recul par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par la diminution des marges sur les projets résultant de la concurrence intense et des conditions de marché difficiles, ainsi que par l'incidence défavorable de la réévaluation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement libellés en devises.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 15,0 millions \$ (soit 11,6 % des revenus), en baisse de 14,1 millions \$, soit 48 %, par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des marges sur les projets résultant des conditions de marché mentionnées ci-dessus, à l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés et à une baisse de volume.

Capital utilisé en hausse de 6,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'augmentation des autres actifs.

Carnet de commandes en hausse de 21 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 septembre 2010	Semestre terminé le 30 septembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	251,7 \$	252,4 \$
+ commandes	116,7	185,4
- revenus	(62,8)	(129,7)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	(0,3)	(2,8)
Carnet de commandes à la fin de la période	305,3 \$	305,3 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,86. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,21.

Secteurs militaires**EXPANSIONS ET NOUVELLES INITIATIVES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011**

- Nous avons conclu une entente avec Hawker Beechcraft à titre de fournisseur de systèmes de formation au sol sur l'appareil AT-6, leur avion de reconnaissance armé et léger;
- Nous avons annoncé la certification au niveau D du premier simulateur de vol perfectionné haute fidélité de l'Inde par la Direction générale de l'aviation civile (DGCA) de l'Inde et par l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (EASA). Le FFS est situé à l'Helicopter Academy to Train by Simulation of Flying (HATSOFF), coentreprise détenue à parts égales entre Hindustan Aeronautics Limited (HAL) et CAE.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a reçu des nouvelles commandes de 121,6 millions \$ durant le trimestre, notamment :

- Un contrat avec la United States Air Force (USAF) d'une valeur initiale de plus 10 millions \$ US pour la mise à niveau de deux entraîneurs aux systèmes d'armes (WST) Galaxy C-5. Le contrat prévoit des options pour mettre à niveau des WST additionnels ainsi que des simulateurs virtuels pour les postes de pilotage C-5, ce qui pourrait porter la valeur à 50 millions \$US;
- Un contrat pour la mise à niveau des systèmes de génération d'images et des systèmes visuels sur douze simulateurs d'hélicoptères construits par CAE situés à Bückeburg. Le générateur d'images CAE Medallion-6000 fera partie de la mise à niveau générale des systèmes visuels des simulateurs d'hélicoptères;
- Une entente de sous-traitance avec Lockheed Martin pour la fourniture d'une série de mises à niveau sur les dispositifs de formation au vol C-130J utilisés par la Royal Air Force (RAF) à la base de Lyneham.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>		T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
Revenus	\$	137,2	115,8	149,3	140,4	137,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	24,7	18,0	25,8	23,4	24,3
Marges d'exploitation	%	18,0	15,5	17,3	16,7	17,7
Amortissement	\$	2,4	2,5	2,8	2,7	3,2
Dépenses en immobilisations	\$	2,6	1,8	0,9	2,3	1,1
Capital utilisé	\$	194,5	177,4	147,0	181,9	167,6
Carnet de commandes	\$	920,3	921,2	868,0	815,3	889,8

Revenus en hausse de 18 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la hausse du niveau d'activité de certains de nos programmes.

Les revenus du trimestre sont stables par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010. La diminution attribuable à la baisse du niveau d'activité de nos différents programmes NH90 et aux fluctuations défavorables des taux de change a été contrebalancée par l'augmentation des travaux réalisés dans le cadre d'autres programmes.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les revenus ont été de 253,0 millions \$, en baisse de 2,9 millions \$, soit 1 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse s'explique surtout par la baisse du niveau d'activité de nos différents programmes NH90 et par les fluctuations défavorables des taux de change. Cette baisse des revenus a été atténuée par l'augmentation des travaux réalisés dans le cadre d'autres programmes et par l'intégration dans nos résultats de la division DSA, acquise en mai 2009.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 37 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 24,7 millions \$ (soit 18,0 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 18,0 millions \$ (soit 15,5 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 24,3 millions \$ (soit 17,7 % des revenus) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010.

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable au niveau d'activité plus élevé, aux réductions de coûts découlant des programmes menés à terme ou en voie de l'être à la fin du trimestre et aux revenus découlant d'un ajustement de prix sur un contrat spécifique.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par les réductions de coûts découlant des programmes menés à terme ou en voie de l'être à la fin du trimestre et des revenus découlant d'un ajustement de prix sur un contrat spécifique. La hausse a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 42,7 millions \$ (soit 16,9 % des revenus), en baisse de 3,8 millions \$, soit 8 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés et aux fluctuations défavorables des taux de change. Cette baisse du résultat d'exploitation a été atténuée par l'intégration dans nos résultats de la division DSA, acquise en mai 2009.

Capital utilisé en hausse de 17,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la réduction des acomptes sur contrats.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 septembre 2010	Semestre terminé le 30 septembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	921,2 \$	868,0 \$
+ commandes	121,6	292,9
- revenus	(137,2)	(253,0)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	14,7	12,4
Carnet de commandes à la fin de la période	920,3 \$	920,3 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,89. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,10.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a reçu des nouvelles commandes de 87,2 millions \$ au cours du trimestre, notamment :

- Un contrat d'un an avec L-3 Communications MAS (Canada) Inc., filiale de L-3 Communications, pour continuer à fournir des mises à niveau des logiciels d'avionique, du soutien logistique intégré et des services de gestion des données pour les avions CF-18 des Forces armées canadiennes;
- Un contrat pour la deuxième année d'un contrat de cinq ans portant sur des services d'entraînement de la part de la Naval Air Warfare Center Training Systems Division (NAWCTSD) a récemment été obtenu par CAE USA. CAE fournit des services de maintenance et d'exploitation de simulateurs de même que l'instruction des pilotes en classe et sur simulateurs à l'U.S. Navy et à l'U.S. Marine Corps sur de nombreuses plateformes, y compris le KC-130J, le CH-53E, le CH-46E, l'EA-6B, le F/A-18 et l'E-2C;
- Un contrat en sous-traitance pour continuer de fournir des services de formation des équipages et de développement de didacticiels pour les appareils A-10 et EC-130 à l'U.S. Air Force Air Combat Command à la base aérienne Davis-Monthan à CAE USA par C2 Technologies.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
Revenus	\$ 68,6	66,4	68,5	67,5	60,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 11,5	13,8	9,2	12,4	9,7
Marges d'exploitation	% 16,8	20,8	13,4	18,4	16,1
Amortissement	\$ 3,3	2,9	2,3	3,0	2,6
Dépenses en immobilisations	\$ 2,3	7,6	11,4	8,2	5,8
Capital utilisé	\$ 201,7	202,2	174,2	196,4	173,9
Carnet de commandes	\$ 1 270,0	1 226,4	1 193,7	1 101,8	1 098,2

Revenus en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 14 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

La hausse des revenus par rapport au trimestre précédent découle surtout du niveau plus élevé des activités de maintenance et de formation et des fluctuations favorables des taux de change.

Les revenus ont augmenté par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010. La hausse découle surtout du niveau plus élevé des activités de maintenance et de formation, de l'augmentation des revenus de notre division Services professionnels et des revenus de formation tirés de nos simulateurs NH90 construits en Allemagne. Cette hausse a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les revenus ont été de 135,0 millions \$, en hausse de 7,9 millions \$, soit 6 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par le niveau plus élevé des activités de maintenance et de formation et par les revenus de formation tirés de nos simulateurs NH90 construits en Allemagne. Cette hausse a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 19 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 11,5 millions \$ (soit 16,8 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 13,8 millions \$ (soit 20,8 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 9,7 millions \$ (soit 16,1 % des revenus) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010.

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par le niveau d'activité moins élevé sur un contrat de maintenance spécifique, qui avait généré davantage de revenus au trimestre précédent. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des dividendes liés à un placement de FS/M au Royaume-Uni.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 découle principalement du niveau plus élevé des activités de maintenance et de formation, de l'augmentation des revenus de notre division Services professionnels et des revenus de formation tirés de nos simulateurs NH90 construits en Allemagne. Elle a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le bénéfice d'exploitation sectoriel a été de 25,3 millions \$ (soit 18,7 % des revenus), en hausse de 3,0 millions \$, soit 13 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par les revenus de formation tirés de nos simulateurs NH90 construits en Allemagne et par le niveau plus élevé des activités de maintenance et de formation. Elle a été partiellement annulée par les fluctuations défavorables des taux de change et par l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés.

Capital utilisé en baisse de 0,5 million \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, baisse contrebalancée en partie par l'augmentation des immobilisations.

Augmentation de 4 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 septembre 2010	Semestre terminé le 30 septembre 2010
Carnet de commandes au début de la période	1 226,4 \$	1 193,7 \$
+ commandes	87,2	191,9
- revenus	(68,6)	(135,0)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	25,0	19,4
Carnet de commandes à la fin de la période	1 270,0 \$	1 270,0 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,27. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,79.

Rendement combiné des secteurs militaires

Les revenus se sont chiffrés à 205,8 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 182,2 millions \$ pour le trimestre précédent et à 197,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les revenus ont été de 388,0 millions \$, comparativement à 383,0 millions \$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 36,2 millions \$ (soit 17,6 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 31,8 millions \$ (soit 17,5 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 34,0 millions \$ (soit 17,2 % des revenus) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010. Pour le premier semestre de l'exercice 2011, le résultat d'exploitation sectoriel a été de 68,0 millions \$ (soit 17,5 % des revenus), comparativement à 68,8 millions \$ (soit 18,0 % des revenus) pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,01 pour le trimestre et il a été de 1,33 pour les douze derniers mois.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons de façon dynamique nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notamment l'échéancier des versements progressifs prévus à nos contrats, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- L'échéancier de remboursement de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	Trimestres terminés les			Semestres terminés les	
	30 septembre 2010	2009	30 juin 2010	30 septembre 2010	2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	70,2 \$	72,7 \$	66,6 \$	136,8 \$	120,8 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(1,6)	43,7	(110,9)	(112,5)	(24,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	68,6 \$	116,4 \$	(44,3) \$	24,3 \$	96,5 \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance ⁵	(9,7)	(12,8)	(8,5)	(18,2)	(21,1)
Autres actifs	(3,8)	(3,5)	(5,0)	(8,8)	(5,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,3	0,9	-	1,3	8,5
Dividendes versés	(10,1)	(7,5)	(7,6)	(17,7)	(15,1)
Flux de trésorerie disponibles ⁵	46,3 \$	93,5 \$	(65,4) \$	(19,1) \$	63,8 \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance ⁵	(21,8)	(13,5)	(13,8)	(35,6)	(37,2)
Frais de développement reportés	(5,6)	(3,0)	(3,0)	(8,6)	(6,1)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,1	1,3	(7,7)	(7,6)	2,0
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(3,1)	(5,2)	(18,1)	(21,2)	(22,9)
Coentreprise (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	-	-	(1,9)	(1,9)	-
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2,6	(9,9)	0,4	3,0	(15,8)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	18,5 \$	63,2 \$	(109,5) \$	(91,0) \$	(16,2) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 46,3 millions \$ pour le trimestre et négatifs de 19,1 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2011

L'amélioration par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie, alors que la détérioration par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les flux de trésorerie disponibles ont affiché une valeur négative de 19,1 millions \$, une détérioration de 82,9 millions \$ par rapport au semestre correspondant de l'exercice 2010. La baisse est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, facteur atténué par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

Dépenses en immobilisations de 31,5 millions \$ pour le trimestre et de 53,8 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2011

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance de 21,8 millions \$ pour le trimestre et de 35,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2011 ont appuyé nos engagements antérieurs. Nous poursuivons l'expansion sélective de notre réseau de formation pour tenir compte de nos gains de part de marché et pour répondre aux demandes de nos clients. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont chiffrées à 9,7 millions \$ pour le trimestre et à 18,2 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2011.

⁵ Mesure hors PCGR (voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2010	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Utilisation du capital			
Fonds de roulement hors trésorerie ⁶	66,9 \$	58,3 \$	(40,4) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 194,7	1 164,7	1 147,2
Autres actifs à long terme	573,1	558,5	511,7
Autres passifs à long terme	(321,0)	(293,6)	(282,9)
Total du capital utilisé	1 513,7 \$	1 487,9 \$	1 335,6 \$
Provenance du capital			
Dette nette ⁶	278,5 \$	296,7 \$	179,8 \$
Capitaux propres	1 235,2	1 191,2	1 155,8
Provenance du capital	1 513,7 \$	1 487,9 \$	1 335,6 \$

Capital utilisé en hausse de 25,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles, des autres actifs à long terme et du fonds de roulement hors trésorerie, facteur partiellement contrebalancé par la hausse des autres passifs à long terme.

Notre rendement du capital utilisé⁶ (RCU) s'est élevé à 12,2 % (11,7 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le trimestre, comparativement à 12,9 % (12,1 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 8,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est principalement attribuable à la réduction des acomptes sur contrats ainsi qu'à l'augmentation des comptes débiteurs, des impôts à recouvrer et des stocks. L'incidence de ces facteurs a été atténuée par l'augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 30,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse résulte surtout des dépenses en immobilisations de 31,5 millions \$ et des fluctuations des taux de change de 18,1 millions \$, facteurs partiellement contrebalancés par l'amortissement de 18,6 millions \$.

Diminution de la dette nette de 18,2 millions \$ durant le trimestre

La baisse de 18,2 millions \$ découle principalement de l'augmentation nette de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 septembre 2010	Semestre terminé le 30 septembre 2010
Dette nette au début de la période	296,7 \$	179,8 \$
Incidence des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir le tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(18,5)	91,0
Acquisitions d'entreprises, coentreprises et autres	(0,1)	0,1
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	0,4	7,6
(Diminution) augmentation de la dette nette durant la période	(18,2) \$	98,7 \$
Dette nette à la fin de la période	278,5 \$	278,5 \$

Au cours du premier trimestre, nous avons refinancé notre facilité de crédit qui venait à échéance en juillet 2010. L'entente porte sur une facilité de crédit renouvelable consentie de 450 millions \$US sur trois ans avec la possibilité de porter le montant total à 650 millions \$US.

Nous avons également conclu une entente pour vendre certains comptes débiteurs jusqu'à concurrence de 75 millions \$, une hausse de 25 millions \$ sur le montant en vigueur au trimestre précédent.

⁶ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Augmentation des capitaux propres de 44,0 millions \$ durant le trimestre

La hausse des capitaux propres est principalement attribuable au bénéfice net de 40,0 millions \$ et à l'augmentation de 13,1 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu, desquels il faut déduire des dividendes de 10,1 millions \$.

Information sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2010, nous avons au total 256 623 312 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 442,6 millions \$.

Au 31 octobre 2010, nous avons au total 256 746 087 actions ordinaires émises et en circulation.

10. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au 30 septembre 2010, nous avons acquis deux entreprises pour une contrepartie totale de 27,0 millions \$ en trésorerie, frais d'acquisition compris et exclusion faite des ajustements du fonds de roulement.

Datamine Corporate Limited

En avril 2010, nous avons fait l'acquisition de Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

En juin 2010, nous avons acquis le solde de la participation sans contrôle dans Academia Aeronautica de Evora S.A.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations s'élève à 15,9 millions \$ et n'est pas déductible aux fins fiscales. Un actif incorporel au titre des relations avec la clientèle de 3,4 millions \$, un actif incorporel au titre de la technologie de 3,4 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,8 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans nos résultats consolidés à partir de la date des acquisitions respectives. L'actif net lié à ces acquisitions est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil.

11. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Il n'y a eu aucune modification des conventions comptables au cours du trimestre.

12. MISE EN ŒUVRE DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1^{er} janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir.

Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011 conformément aux IFRS.

Plan de transition aux IFRS

Nous avons élaboré un plan de transition détaillé pour convertir nos états financiers consolidés des PCGR du Canada aux IFRS. De plus amples renseignements concernant les étapes, les principales activités et l'état d'avancement du plan sont fournis à la section 10.2, *Modifications futures de normes comptables*, de notre rapport de gestion de l'exercice 2010 daté du 13 mai 2010.

Aucune modification importante n'a été apportée au plan depuis cette date, et la mise en œuvre se déroule comme prévu.

Modifications de nos conclusions préliminaires quant aux conventions comptables précédemment communiquées

Dans la rubrique 10.2, *Modifications futures de normes comptables*, de notre rapport de gestion de 2010, nous faisons état de certaines conclusions préliminaires quant aux conventions comptables découlant des IFRS. À la suite de la publication de nouvelles directives et de nouvelles interprétations ou clarifications, nous avons modifié une de nos conclusions préliminaires :

Impôts sur les bénéfices – crédits d'impôt à l'investissement (CII)

Les CII découlant des activités de recherche et de développement continueront d'être déduits des frais connexes puisque la méthode comptable de la réduction du coût est appropriée selon les IFRS pour les activités de recherche et de développement.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Au cours du deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2010, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du deuxième trimestre, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Depuis le début de l'exercice
Exercice 2011					
Revenus	\$ 366,7	386,6	1)	1)	753,3
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 39,4	40,0	1)	1)	79,4
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,16	1)	1)	0,31
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,16	1)	1)	0,31
Bénéfice net	\$ 39,4	40,0	1)	1)	79,4
Bénéfice de base par action	\$ 0,15	0,16	1)	1)	0,31
Bénéfice dilué par action	\$ 0,15	0,16	1)	1)	0,31
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	1)	1)	256,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,6	256,9	1)	1)	256,8
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,03	1,04	1)	1)	1,03
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,31	1,34	1)	1)	1,33
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,53	1,61	1)	1)	1,57
Exercice 2010					
					Total
Revenus	\$ 383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice net	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ²⁾	255,6 ²⁾	255,9 ²⁾	256,4 ²⁾	255,8 ²⁾
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,17	1,10	1,06	1,04	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,59	1,57	1,56	1,44	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,81	1,80	1,73	1,63	1,74
Exercice 2009					
					Total
Revenus	\$ 392,1	406,7	424,6	438,8	1 662,2
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 48,2	49,2	52,1	52,7	202,2
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice net	\$ 47,3	49,0	52,1	52,7	201,1
Bénéfice de base par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	254,3	254,9	254,9	254,9	254,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,1	255,4	254,9 ²⁾	254,9 ²⁾	255,0
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,01	1,04	1,21	1,25	1,13
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,58	1,56	1,60	1,62	1,59
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,99	1,97	1,90	1,79	1,91

¹⁾ Information non encore disponible.

²⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Bilans consolidés

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 septembre 2010	Au 31 mars 2010
Actif		
<i>Actif à court terme</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	208,6 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs (note 4)	267,3	237,5
Contrats en cours	238,1	220,6
Stocks (note 5)	140,7	126,9
Charges payées d'avance	36,3	33,7
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	35,5	24,3
Impôts sur les bénéfices futurs	7,4	7,1
	933,9 \$	963,0 \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 194,7	1 147,2
Impôts sur les bénéfices futurs	81,5	82,9
Actifs incorporels	145,1	125,4
Écart d'acquisition	183,0	161,9
Autres actifs	163,5	141,5
	2 701,7 \$	2 621,9 \$
Passif et capitaux propres		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer	446,3 \$	467,8 \$
Acomptes sur contrats	194,4	199,7
Partie à court terme de la dette à long terme (note 6)	49,5	51,1
Impôts sur les bénéfices futurs	17,7	23,0
	707,9 \$	741,6 \$
Dette à long terme (note 6)	437,6	441,6
Gains reportés et autres passifs à long terme	223,9	200,5
Impôts sur les bénéfices futurs	97,1	82,4
	1 466,5 \$	1 466,1 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	442,6 \$	441,5 \$
Surplus d'apport	12,8	10,9
Bénéfices non répartis	980,2	918,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(200,4)	(215,4)
	1 235,2 \$	1 155,8 \$
	2 701,7 \$	2 621,9 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Revenus	386,6 \$	364,5 \$	753,3 \$	747,5 \$
Bénéfice avant charge de restructuration, intérêts et impôts	61,9 \$	62,3 \$	124,1 \$	134,6 \$
Charge de restructuration	-	1,1	-	28,3
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 10)	61,9 \$	61,2 \$	124,1 \$	106,3 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 6)	7,6	7,4	14,5	14,0
Bénéfice avant impôts	54,3 \$	53,8 \$	109,6 \$	92,3 \$
Charge d'impôts	14,3	14,7	30,2	26,0
Bénéfice net	40,0 \$	39,1 \$	79,4 \$	66,3 \$
Bénéfice de base et dilué par action	0,16 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,26 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	256,6	255,6	256,6	255,5
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) ¹⁾	256,9	255,6	256,8	255,5

¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les trois mois et les six mois terminés le 30 septembre 2009, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

(Chiffres non vérifiés)

Six mois terminés le 30 septembre 2010

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée				
Soldes au début de la période	256 516 994	441,5 \$	10,9 \$	918,8 \$	(215,4) \$	1 155,8 \$
Options sur actions exercées	80 925	0,6	-	-	-	0,6
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	0,2	(0,2)	-	-	-
Dividendes en actions	25 393	0,3	-	(0,3)	-	-
Rémunération à base d'actions	-	-	2,1	-	-	2,1
Bénéfice net	-	-	-	79,4	-	79,4
Dividendes	-	-	-	(17,7)	-	(17,7)
Autres éléments du résultat étendu	-	-	-	-	15,0	15,0
Soldes à la fin de la période	256 623 312	442,6 \$	12,8 \$	980,2 \$	(200,4) \$	1 235,2 \$

La somme des *bénéfices non répartis* et du *cumul des autres éléments du résultat étendu* était de 779,8 millions \$ au 30 septembre 2010 (718,0 millions \$ au 30 septembre 2009).

(Chiffres non vérifiés)

Six mois terminés le 30 septembre 2009

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée				
Soldes au début de la période	255 146 443	430,2 \$	10,1 \$	805,0 \$	(47,5) \$	1 197,8 \$
Options sur actions exercées	632 670	3,4	-	-	-	3,4
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	1,7	(1,7)	-	-	-
Dividendes en actions	24 261	0,2	-	(0,2)	-	-
Rémunération à base d'actions	-	-	2,0	-	-	2,0
Bénéfice net	-	-	-	66,3	-	66,3
Dividendes	-	-	-	(15,1)	-	(15,1)
Autres éléments du résultat étendu	-	-	-	-	(90,5)	(90,5)
Soldes à la fin de la période	255 803 374	435,5 \$	10,4 \$	856,0 \$	(138,0) \$	1 163,9 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net	40,0 \$	39,1 \$	79,4 \$	66,3 \$
Autres éléments du résultat étendu, nets d'impôts :				
Écart de conversion				
Gains (pertes) de change nets à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	10,6 \$	(83,2) \$	26,1 \$	(137,4) \$
Variation nette des gains (pertes) sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes	3,3	12,5	(0,9)	10,6
Reclassement aux résultats	-	-	(0,3)	-
Impôts	(0,4)	(0,4)	(0,4)	1,3
	13,5 \$	(71,1) \$	24,5 \$	(125,5) \$
Variations nettes dans la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette des (pertes) gains sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(3,4) \$	24,1 \$	(7,8) \$	37,3 \$
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	2,8	(0,1)	(5,6)	13,2
Impôts	0,2	(7,5)	3,9	(15,5)
	(0,4) \$	16,5 \$	(9,5) \$	35,0 \$
Total des autres éléments du résultat étendu	13,1 \$	(54,6) \$	15,0 \$	(90,5) \$
Résultat étendu	53,1 \$	(15,5) \$	94,4 \$	(24,2) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Au 30 septembre 2010</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Écart de conversion	Couverture des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(226,4) \$	11,0 \$	(215,4) \$
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des gains (pertes)	25,2	(7,8)	17,4
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(0,3)	(5,6)	(5,9)
Impôts	(0,4)	3,9	3,5
Total des autres éléments du résultat étendu	24,5 \$	(9,5) \$	15,0 \$
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(201,9) \$	1,5 \$	(200,4) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	40,0 \$	39,1 \$	79,4 \$	66,3 \$
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement	18,6	18,2	36,6	37,5
Amortissement des frais de financement	0,3	0,2	0,5	0,4
Amortissement des actifs incorporels et d'autres actifs	4,9	5,0	9,8	9,0
Impôts sur les bénéfices futurs	9,1	(5,2)	13,3	1,8
Crédits d'impôt à l'investissement	(1,8)	4,2	(2,9)	2,5
Régimes de rémunération à base d'actions	5,7	7,6	11,4	8,4
Avantages sociaux futurs, montant net	(0,4)	0,1	0,9	(0,6)
Amortissement des autres passifs à long terme	(1,8)	(1,9)	(3,6)	(3,7)
Autres	(4,4)	5,4	(8,6)	(0,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 7)	(1,6)	43,7	(112,5)	(24,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	68,6 \$	116,4 \$	24,3 \$	96,5 \$
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 2)	(3,1) \$	(5,2) \$	(21,2) \$	(22,9) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	-	-	(1,9)	-
Dépenses en immobilisations	(31,5)	(26,3)	(53,8)	(58,3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,3	0,9	1,3	8,5
Frais de développement reportés	(5,6)	(3,0)	(8,6)	(6,1)
Autres	(3,8)	(3,5)	(8,8)	(5,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(42,7) \$	(37,1) \$	(93,0) \$	(83,8) \$
Activités de financement				
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction et du rajustement lié à la comptabilité de couverture	8,0 \$	9,5 \$	13,4 \$	154,7 \$
Remboursement de la dette à long terme	(6,1)	(5,8)	(13,2)	(90,3)
Produit tiré des contrats de location-acquisition	-	-	-	16,9
Remboursement de contrats de location-acquisition	(12,3)	(2,8)	(13,5)	(3,2)
Dividendes versés	(10,1)	(7,5)	(17,7)	(15,1)
Émissions d'actions ordinaires	0,3	1,3	0,6	3,4
Autres	(0,2)	-	(8,2)	(1,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(20,4) \$	(5,3) \$	(38,6) \$	65,0 \$
Incidence des fluctuations de taux de change				
sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2,6 \$	(9,9) \$	3,0 \$	(15,8) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8,1 \$	64,1 \$	(104,3) \$	61,9 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	200,5	193,0	312,9	195,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	208,6 \$	257,1 \$	208,6 \$	257,1 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiés)

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. (la Société) conçoit, fabrique et fournit de l'équipement et des services de simulation, et met au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé et le secteur minier. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

Caractères saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR.

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux PCGR applicables aux états financiers intermédiaires et selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2010.

Ces états financiers consolidés ne donnent cependant pas tous les renseignements que doivent fournir les états financiers consolidés annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. La direction estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants survenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers consolidés.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation (voir la note 3). Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles la Société exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à leur juste valeur sauf s'il n'existe aucun cours sur un marché actif.

NOTE 2 – ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au 30 septembre 2010, la Société a fait l'acquisition de deux entreprises pour une contrepartie de 27,0 millions \$ en trésorerie, frais d'acquisition compris et exclusion faite des ajustements du fonds de roulement.

Datamine Corporate Limited

En avril 2010, la Société a fait l'acquisition de Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

En juin 2010, la Société a acquis le reste de la participation sans contrôle dans Academia Aeronautica de Evora S.A.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations s'élève à 15,9 millions \$ et n'est pas déductible aux fins fiscales. Un actif incorporel au titre des relations avec la clientèle de 3,4 millions \$, un actif incorporel au titre de la technologie de 3,4 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,8 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans nos résultats consolidés à partir de la date des acquisitions respectives. L'actif net lié à ces acquisitions est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil.

NOTE 3 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans le centre Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC, de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited, de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited, de 50 % dans CAE Flight Training (India) Private Limited, de 50 % dans Rotorsim S.r.l. (depuis l'exercice 2010), de 49 % dans Embraer CAE Training Services (R.-U.) Limited (depuis l'exercice 2010) et de 47 % dans China Southern West Australia Flying College (à compter de l'exercice 2011).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés) (en millions)</i>	Au 30 septembre 2010	Au 31 mars 2010
Actif		
Actif à court terme	62,0 \$	54,0 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	265,4	238,6
Passif		
Passif à court terme	40,6	33,4
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	120,3	117,2
Gains reportés et autres passifs à long terme	8,3	7,3

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Résultats				
Revenus	23,4 \$	24,0 \$	43,2 \$	45,5 \$
Bénéfice net	5,3	4,4	10,1	8,6
Résultat d'exploitation sectoriel				
Produits de simulation – Militaire	0,5	2,0	1,1	3,5
Formation et services associés – Civil	4,4	3,1	7,9	6,9
Formation et services associés – Militaire	2,4	0,7	5,1	0,8
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation	11,5 \$	5,3 \$	12,6 \$	1,9 \$
Activités d'investissement	(2,7)	(5,5)	(11,7)	(14,9)
Activités de financement	0,2	1,4	(3,3)	0,4

NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont comptabilisés déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

L'ancienneté des comptes clients en souffrance, mais non dépréciés se présente comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2010	Au 31 mars 2010
Comptes clients		
1-30 jours	34,8 \$	18,2 \$
31-60 jours	15,9	11,8
61-90 jours	8,0	9,3
Plus de 90 jours	31,7	16,8
Total	90,4 \$	56,1 \$
Provision pour créances douteuses	(7,2)	(5,6)
Comptes clients courants	82,9	84,9
Comptes débiteurs non facturés	44,7	31,7
Actifs dérivés	13,4	27,9
Autres comptes débiteurs	43,1	42,5
Total des comptes débiteurs	267,3 \$	237,5 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Provision pour créances douteuses au début de la période	(7,0) \$	(6,9) \$	(5,6) \$	(8,2) \$
Ajouts	(1,1)	(0,6)	(2,8)	(1,8)
Radiations	0,9	0,7	1,3	2,8
Écart de change	-	0,4	(0,1)	0,8
Provision pour créances douteuses à la fin de la période	(7,2) \$	(6,4) \$	(7,2) \$	(6,4) \$

NOTE 5 – STOCKS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2010	Au 31 mars 2010
Travaux en cours	99,2 \$	87,8 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	41,5	39,1
	140,7 \$	126,9 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Travaux en cours	10,8 \$	7,4 \$	34,8 \$	24,8 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	3,7	5,5	9,2	12,3
	14,5 \$	12,9 \$	44,0 \$	37,1 \$

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET MONTANT NET DES INTÉRÊTS DÉBITEURS**Refinancement de la facilité de crédit**

Au cours du premier trimestre, la Société a refinancé sa facilité de crédit existante qui devait venir à échéance en juillet 2010. L'entente de trois ans porte sur une facilité de crédit renouvelable consentie de 450,0 millions \$US avec la possibilité de porter le montant total à 650,0 millions \$US, qui viendra à échéance en avril 2013. La facilité est assortie de clauses qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par les services de notation de Standard & Poor's. Au 30 septembre 2010, la facilité était inutilisée.

Intérêts débiteurs, montant net

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	7,3 \$	7,4 \$	14,4 \$	14,5 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	1,1	0,9	1,8	1,7
Intérêts capitalisés	(1,1)	(0,3)	(2,1)	(1,5)
Intérêts sur la dette à long terme	7,3 \$	8,0 \$	14,1 \$	14,7 \$
Intérêts créditeurs	(1,0) \$	(0,7) \$	(2,0) \$	(1,3) \$
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	1,3	0,1	2,4	0,6
Intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	0,3 \$	(0,6) \$	0,4 \$	(0,7) \$
Intérêts débiteurs, montant net	7,6 \$	7,4 \$	14,5 \$	14,0 \$

NOTE 7 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LES RÉSULTATS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<i>Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :</i>				
Comptes débiteurs	6,2 \$	25,6 \$	(16,5) \$	60,2 \$
Contrats en cours	1,9	4,7	(8,0)	(21,8)
Stocks	(3,1)	(5,5)	(2,7)	(8,2)
Charges payées d'avance	(1,9)	(1,0)	(3,5)	(0,1)
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(2,8)	1,6	(6,6)	(0,8)
Comptes créditeurs et charges à payer	20,1	(7,2)	(47,9)	(79,9)
Acomptes sur contrats	(22,0)	25,5	(27,3)	26,3
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(1,6) \$	43,7 \$	(112,5) \$	(24,3) \$
<i>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :</i>				
Intérêts payés	5,9 \$	5,1 \$	17,2 \$	13,5 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	3,5	1,8	6,8	7,0
<i>Renseignements supplémentaires sur l'état des résultats :</i>				
Gain (perte) de change	0,2 \$	(2,1) \$	3,9 \$	(3,3) \$

NOTE 8 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2010	Six mois terminés le 30 septembre 2010
Montant à recevoir au début de la période	11,6 \$	14,7 \$
Contributions	9,0	19,1
Paiements reçus	(11,5)	(24,7)
Montant à recevoir à la fin de la période	9,1 \$	9,1 \$

Données globales sur les programmes

Le tableau suivant fournit de l'information sur les contributions comptabilisées et les frais liés aux redevances constatés pour tous les programmes :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Contributions créditées aux dépenses capitalisées				
Projet Phœnix	- \$	1,7 \$	- \$	3,2 \$
Projet Falcon	1,1	1,1	2,2	1,9
Projet Nouveaux marchés principaux	1,8	-	4,4	-
Contributions créditées aux résultats				
Projet Phœnix	-	5,1	-	17,6
Projet Falcon	4,2	3,3	10,6	5,4
Projet Nouveaux marchés principaux	1,9	-	1,9	-
Total des contributions				
Projet Phœnix	- \$	6,8 \$	- \$	20,8 \$
Projet Falcon	5,3	4,4	12,8	7,3
Projet Nouveaux marchés principaux	3,7	-	6,3	-
Frais liés aux redevances	2,6 \$	2,2 \$	3,8 \$	5,0 \$

NOTE 9 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût total des prestations constituées se compose des éléments suivants :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Coût des services rendus au cours de la période	2,1 \$	1,9 \$	4,2 \$	3,8 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	3,8	3,7	7,7	7,5
Rendement prévu de l'actif des régimes	(3,3)	(2,8)	(6,6)	(5,5)
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,5	0,3	1,0	0,6
Amortissement du coût des services passés	0,2	0,2	0,3	0,3
Charge de retraite nette	3,3 \$	3,3 \$	6,6 \$	6,7 \$

NOTE 10 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(Chiffres non vérifiés)

<i>Trois mois terminés les 30 septembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Civil						
Revenus externes	62,8 \$	63,9 \$	118,0 \$	102,8 \$	180,8 \$	166,7 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	6,8	12,4	18,9	15,9	25,7	28,3
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,2	1,2	13,4	13,6	14,6	14,8
Actifs incorporels et autres actifs	0,3	0,5	2,9	2,1	3,2	2,6
Dépenses en immobilisations	2,6	0,5	24,0	18,9	26,6	19,4
Militaire						
Revenus externes	137,2 \$	137,4 \$	68,6 \$	60,4 \$	205,8 \$	197,8 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	24,7	24,3	11,5	9,7	36,2	34,0
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,5	1,7	2,5	1,7	4,0	3,4
Actifs incorporels et autres actifs	0,9	1,5	0,8	0,9	1,7	2,4
Dépenses en immobilisations	2,6	1,1	2,3	5,8	4,9	6,9
Total						
Revenus externes	200,0 \$	201,3 \$	186,6 \$	163,2 \$	386,6 \$	364,5 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	31,5	36,7	30,4	25,6	61,9	62,3
Amortissements						
Immobilisations corporelles	2,7	2,9	15,9	15,3	18,6	18,2
Actifs incorporels et autres actifs	1,2	2,0	3,7	3,0	4,9	5,0
Dépenses en immobilisations	5,2	1,6	26,3	24,7	31,5	26,3

(Chiffres non vérifiés)

<i>Six mois terminés les 30 septembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Civil						
Revenus externes	129,7 \$	147,0 \$	235,6 \$	217,5 \$	365,3 \$	364,5 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	15,0	29,1	41,1	36,7	56,1	65,8
Amortissements						
Immobilisations corporelles	2,4	2,3	26,4	28,6	28,8	30,9
Actifs incorporels et autres actifs	0,6	0,9	5,9	4,0	6,5	4,9
Dépenses en immobilisations	4,0	1,8	35,5	42,6	39,5	44,4
Militaire						
Revenus externes	253,0 \$	255,9 \$	135,0 \$	127,1 \$	388,0 \$	383,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	42,7	46,5	25,3	22,3	68,0	68,8
Amortissements						
Immobilisations corporelles	3,0	3,2	4,8	3,4	7,8	6,6
Actifs incorporels et autres actifs	1,9	2,6	1,4	1,5	3,3	4,1
Dépenses en immobilisations	4,4	2,6	9,9	11,3	14,3	13,9
Total						
Revenus externes	382,7 \$	402,9 \$	370,6 \$	344,6 \$	753,3 \$	747,5 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	57,7	75,6	66,4	59,0	124,1	134,6
Amortissements						
Immobilisations corporelles	5,4	5,5	31,2	32,0	36,6	37,5
Actifs incorporels et autres actifs	2,5	3,5	7,3	5,5	9,8	9,0
Dépenses en immobilisations	8,4	4,4	45,4	53,9	53,8	58,3

Bénéfice avant intérêts et impôts

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Résultat d'exploitation sectoriel total	61,9 \$	62,3 \$	124,1 \$	134,6 \$
Charge de restructuration	-	(1,1)	-	(28,3)
Bénéfice avant intérêts et impôts	61,9 \$	61,2 \$	124,1 \$	106,3 \$

Actif utilisé par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception de la trésorerie, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2010	Au 31 mars 2010
Produits de simulation – Civil	252,9 \$	236,6 \$
Produits de simulation – Militaire	428,4	424,5
Formation et services associés – Civil	1 239,5	1 150,3
Formation et services associés – Militaire	352,2	300,1
Total de l'actif utilisé	2 273,0 \$	2 111,5 \$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	428,7 \$	510,4 \$
Total de l'actif	2 701,7 \$	2 621,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Revenus tirés de clients externes				
Canada	44,4 \$	32,7 \$	89,4 \$	63,9 \$
États-Unis	104,4	106,4	212,9	224,3
Royaume-Uni	49,1	36,6	87,2	80,2
Allemagne	34,1	39,6	64,4	78,9
Pays-Bas	15,2	17,9	30,2	33,6
Autres pays d'Europe	36,0	36,5	72,7	81,9
Chine	20,3	14,4	35,0	28,3
Émirats arabes unis	18,8	26,2	36,5	54,4
Autres pays d'Asie	27,6	21,2	60,4	43,6
Australie	23,2	23,0	39,3	36,2
Autres pays	13,5	10,0	25,3	22,2
	386,6 \$	364,5 \$	753,3 \$	747,5 \$

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2010	Au 31 mars 2010
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	296,7 \$	268,7 \$
États-Unis	351,7	355,1
Amérique du Sud	70,1	55,8
Royaume-Uni	187,8	156,2
Espagne	84,2	85,4
Allemagne	72,0	72,5
Belgique	63,7	72,1
Pays-Bas	88,1	96,7
Autres pays d'Europe	77,7	71,0
Émirats arabes unis	74,4	68,4
Autres pays d'Asie	130,4	119,2
Autres pays	26,0	13,4
	1 522,8 \$	1 434,5 \$



cae.com